

“Notre Littoral pour Demain”

Note de synthèse suite à la réunion publique du 1er juillet 2025

Dans le cadre de la démarche Notre Littoral pour Demain lancée par les communautés de communes du Pays de Honfleur Beuzeville et de Cœur Côte Fleurie, une réflexion a été engagée autour du recul du trait de côte et des effets du changement climatique sur le territoire. Cette réflexion commune entre les élus, les acteur·rices et les habitant·es du territoire mêle expertise et concertation.

Une soirée débat a été organisée le mardi 1er juillet sur la commune de Saint-Gatien-des-Bois. Une centaine de personnes ont participé à cette réunion parmi lesquels des habitant·es de tout âge et des acteurs économiques (plus d'une soixantaine), des élus (une douzaine) et des services des deux communautés de communes. Après la réalisation d'un film d'enquête, cet événement marquait le lancement de la démarche, qui se poursuivra sur trois années consécutives. L'objectif était d'échanger avec les habitant·es autour de leur perception des effets du changement climatique, des enjeux que cela implique pour le territoire et de présenter les premiers éléments de diagnostic. Dans les prochaines étapes, cela permettra de produire des trajectoires d'adaptation répondant aux enjeux formulés par les élu·es et les habitant·es.

La soirée s'est déroulée en deux temps :

1. Une séance plénière a permis de lancer le débat.
 - Projection du film d'enquête réalisé auprès de 35 habitant·es du territoire.
 - Réactions au film et débat sur les enjeux identifiés par les habitant·es.
 - Présentation des cartes du recul du trait de côte et de vulnérabilité élaborée par les expert·es.
2. Des ateliers participatifs ont ensuite été organisés pour identifier directement sur des cartes les enjeux territoriaux. Les participant·es étaient divisé·es en deux ateliers :
 - Quel développement économique à l'avenir ?
 - Vivre, habiter, se déplacer demain dans le territoire ?

Après la présentation des premiers éléments de diagnostics, ces ateliers ont permis de commencer à travailler sur des thématiques directement ressortis de l'enquête auprès des habitant·es. Les ateliers se sont déroulés en comité plus restreint.

De manière générale, la démarche a été reçue positivement par les participant-es qui ont salué à plusieurs reprises l'initiative. Certain-es attendaient même depuis longtemps de parler de ce sujet, alertant de l'urgence, ce qui explique une forte mobilisation malgré l'approche de la saison estivale. On peut également supposer que le contexte de canicule nationale qui n'a pas épargné la Normandie a été également un élément en faveur de la mobilisation. À nouveau, plusieurs prises de parole ont fait référence aux importantes chaleurs observées au cours de la semaine sur le territoire français.

1. La séance plénière

Une pluralité de visions vis-a-vis du changement climatique

Des avis variés concernant le changement climatique et ses causes ont été mis en avant permettant un débat entre les personnes présentes. La réunion a ainsi permis de rassembler un panel représentatif des visions et perceptions qui existent à ce jour dans la population française concernant le changement climatique.

En effet, certain-es ont émis des doutes sur la cause du changement climatique (activité humaine VS mouvements planétaires) tout en convenant qu'un réchauffement était effectivement à l'œuvre et que l'eau était en train de monter, dont une habitante de Villers-sur-Mer :

“On nous dit, et encore aujourd'hui, je l'entends, que le réchauffement climatique est lié à l'intervention humaine. Sauf que si vous lisez les articles de Science et vie, il y a aussi un réchauffement climatique qui est lié, par exemple, à un problème du système solaire. [...] Maintenant que cela est dit, je ne nie pas que la température se réchauffe et que l'eau monte et j'entends qu'il faut aujourd'hui, effectivement, faire attention à ne pas contribuer au réchauffement climatique.”

À l'inverse, de nombreux.es participant.es se sont alarmés d'un réchauffement et de ses conséquences qui semblent aujourd'hui s'emballer alors même qu'aucune action ne semble être entreprise pour limiter l'impact des industries, de la voiture etc. sur le dérèglement du



Grand Public

climat. Leurs expressions allaient de celle d'une grand-mère terrifiée pour ses petits-enfants à celles de citoyens pour qui les enjeux de lutte contre le réchauffement climatique de manière générale, et plus particulièrement dans le territoire, animent au quotidien. A été évoquée la période de réserve électorale imposée par la réglementation qui débutera le 1^{er} septembre 2025 et qui ne permettra pas de se réunir jusqu'aux élections. Le processus de concertation de cette démarche, qui s'échelonnait sur les trois années d'étude, reprendra donc à la suite des élections.

Mais même si les avis étaient variés, les échanges sont restés respectueux et à l'écoute. Le débat a permis un échange bienveillant démontrant, qu'il est possible d'échanger sur des sujets en lien avec l'écologie et le changement climatique sans hystérisation du débat.

Mais un consensus sur la nécessité d'avancer ensemble

S'il y a eu des divergences sur la/les cause/s du changement climatique, les participant-es étaient à l'unanimité d'accord sur la nécessité d'agir. C'était la raison même de leur présence à la réunion. Le questionnement principal était plutôt de savoir comment agir, selon quelle ampleur. Un consensus a semblé se dessiner autour du fait de tenter de sauver ce qui peut l'être et d'anticiper pour s'adapter tant que faire se peut.

Ainsi, comme dans le film, certaines personnes ont évoqué la construction de digues ou de renforcement du littoral comme solution. Il s'agit pour plusieurs participant-es d'apprendre à faire avec, de s'adapter. Une idée qui est davantage revenue a également été de déplacer ce qui se trouve sur le littoral dans les terres.

“Donc, la question, ce n'est pas : est-ce qu'on peut empêcher la montée des eaux ? Moi, la question qui m'intéresse, c'est : est-ce que la seule solution, c'est de se barrer des côtes ou est-ce qu'il y en a d'autres ? Est-ce que tout va s'effondrer ? Est-ce que tout va être inondé ? Ou est-ce qu'on peut protéger ? Voilà la question qui m'intéresse : est-ce qu'on peut faire des digues, par exemple, des canaux de dérivation, je ne sais pas, des détournements de rivières, des trous ? Est-ce qu'il n'y a pas des solutions techniques pour limiter l'impact ?”

En termes d'atténuation et d'adaptation, plusieurs habitant-es ont évoqué la végétalisation comme solution. Il y a également une forte volonté d'arrêter d'artificialiser de nouvelles terres, comme en témoigne un habitant :



Grand Public

“Peut-être pour éviter la montée des eaux... Ralentir ! Éviter, je pense que ça ne sera pas possible, malheureusement. Comme je disais, évitez bien sûr toute la bétonisation. Il faut arrêter de bétonner. Ça, c'est impossible.”

Plusieurs interventions ont appuyé la nécessité d'une action collective : entre les communes, avec une forte implication des élus, mais qui prenne également appui sur les habitants. Par exemple, une habitante membre du comité environnement de Villers-sur-Mer s'est exprimée sur le sujet :

“Je pense que la résilience, pour l'instant, est la seule solution. On n'aura pas les moyens économiques pour faire face à la montée des eaux. Donc il faudra forcément une réflexion commune. Il faudra une prise de conscience de nos élus. C'est la chose la plus importante à tout niveau pour qu'effectivement, des travaux, des réflexions comme celle qui a lieu aujourd'hui aient lieu. Mais aussi, effectivement, il faut penser aux spécificités du territoire parce qu'on n'aura pas les mêmes problèmes qu'ils ont du côté du Havre, des estuaires, avec des falaises marneuses et tout ça.”

“Je veux juste ajouter que si on veut essayer d'avancer ensemble, ce n'est pas forcément essayer de trouver qui sont les coupables de ce réchauffement climatique. C'est de faire un état des lieux d'aujourd'hui et d'avancer tous ensemble parce que, sinon, on ne pourra pas s'entendre.”

Pour cela, les habitant-es ont démontré par leur présence mais aussi dans leurs prises de parole qu'ils étaient prêts à se tenir aux côtés de leurs élus pour définir “une vision” qui s'émancipe de toute logique de chapelle au nom d'un but commun, la préservation du territoire.

2. Les ateliers

Quel développement économique demain ?

Dans un premier temps, l'atelier a consisté à définir les secteurs de vulnérabilité sur le territoire et leur impact sur les différentes activités économiques de ce dernier.



Grand Public

Sur cette base, les habitant·es ont établi que les activités les plus fragilisées à terme seraient l'agriculture face aux intempéries et à la sécheresse, et l'activité culturelle et ludique de bord de mer face à l'accélération du recul du trait de côte, soit les deux piliers de l'identité locale et de l'activité touristique du territoire.

Les participant·es ont souligné les points forts du territoire (élargi au-delà même des limites administratives des deux intercommunalités) qui offre à ses habitants et aux milliers de touristes qui le fréquentent toute l'année, un bord de mer aménagé, voire urbanisé, avec des infrastructures célèbres comme le Casino de Deauville mais aussi des sites naturels incontournables comme les grandes plages de sable. Les touristes y trouvent un grand nombre d'activités culturelles et historiques et une façon de vivre, à la fois tranquille et fortement liée à une identité unique, celle de la campagne au bord de l'eau, des pommiers, du fromage et du cidre, mais aussi du luxe, des stars et des paillettes. Cette identité qui est le cœur même de l'attractivité touristique du territoire est largement mise en danger par les bouleversements climatiques en cours analysent les participant·es : le réaménagement ou la sauvegarde d'un bord de mer est une priorité à mettre au cœur de toutes les politiques locales, au même titre que la pérennité de l'activité agricole, à la fois parce que c'est un moteur économique important mais aussi parce l'agriculture joue un rôle important pour l'attrait touristique du territoire.

Il y a donc urgence à repenser le bord de mer, et que cela passe par un recul des infrastructures plus loin dans les terres afin de les préserver ou par des tentatives de sauvegarde des infrastructures existantes via des solutions techniques comme des digues. L'adaptation aux conséquences du recul du trait de côte ainsi qu'au réchauffement climatique doit permettre, selon les habitant·es, une redéfinition du modèle touristique, un modèle plus sobre, qui soit au bénéfice des habitants du territoire et qui ne soit pas un facteur d'aggravation d'une situation déjà inquiétante. Transformer, adapter le territoire à la réalité climatique doit en effet selon les participant·es leur permettre de gagner en qualité de vie, en perspective de développement utile pour des habitants qui se demandent ce que leur réserve l'avenir. Se poser la question du défi climatique, c'est en fait se poser la question de la manière dont devra fonctionner le territoire pour qu'il soit durable sur tous les plans : faire baisser la pression immobilière, favoriser l'ancrage et l'installation des jeunes, des commerces de proximité, un tourisme moins massif et plus ciblé sur la vie du territoire et pas uniquement concentré sur les côtes.



Grand Public

Quant à l'agriculture impactée par de futures sécheresses, des intempéries hors normes comme des tempêtes, mais aussi par le recul des infrastructures dans les terres, elle doit elle aussi se réinventer, alors que son propre avenir est menacé partout en France. Les participant·es à l'atelier ont évoqué plusieurs idées, comme trouver des alternatives à la manière ancestrale dont l'agriculture normande fonctionne aujourd'hui, sans nostalgie. Importer des races de vaches mieux adaptées à la sécheresse, des modes de cultures qui consomment moins d'eau et des essences cultivables dans un climat sec, et cela même si ça modifie en profondeur l'identité de la région : la Normandie sans ses vaches normandes et ses pommiers, est-ce que c'est toujours la Normandie ? La réponse peut être oui, à condition de faire preuve d'innovation, en faisant évoluer cette identité grâce à de nouveaux motifs de fierté, à de nouvelles réussites collectives.

Finalement, en conclusion de cet atelier, les participant·es ont souligné l'importance pour le territoire de ne pas tout miser sur le tourisme, de ne pas en être dépendant, mais de trouver des moteurs économiques plus puissants, qui assureront son avenir et celui de celles et ceux qui y vivent - la jeunesse en particulier. Favoriser l'installation des startups du numérique, aider les entrepreneurs à se lancer, réhabiliter tous les locaux vacants anciennement industriels pour y installer des jeunes entreprises qui paieront un loyer modéré, miser sur des industries vertes et des industries dont on sait qu'elles auront toujours de la demande, comme les usines pharmaceutiques, sont autant d'idées qui ont été mises en avant dans l'atelier pour que ce secteur qui va être le plus fragilisé à l'avenir, le tourisme, ne soit pas la seule option envisagée, bien au contraire.

Vivre, habiter, se déplacer à l'avenir dans le territoire

L'objectif de l'atelier était de se demander : comment vivra-t-on sur le territoire à l'avenir en lien avec les effets du recul du trait de côte et du changement climatique : en termes de logement, d'infrastructure, de déplacement ? Quels seront les lieux de vie et de rencontres qu'on peut imaginer dans un territoire en changement ?

Le groupe était composé uniquement d'habitant·es de la Communauté de Communes de Coeur Côte Fleurie. Les participant·es avaient des connaissances précises en lien avec le réchauffement climatique ou le recul du trait de côte du fait de leur profession ou de leur engagement associatif. Ils ont ainsi facilement identifié les secteurs vulnérables :



Grand Public

- La commune de Blonville-sur-Mer qui est sujette aux tempêtes
- Le manoir entre Blonville-sur-Mer et Villers-sur-Mer qui se situe sous le niveau de la mer
- Le domaine de Villers 2000 où les résidences sont particulièrement vulnérables
- Les Falaises des Vaches Noires qui ont déjà perdu plus de 470 000 tonnes de sédiments.

En remontant en généralité, un consensus a émergé concernant la vie à l'avenir dans le territoire : apprendre à vivre avec l'eau et ses fluctuations. Les participant·es se sont clairement mis·es d'accord sur le fait qu'il faut faire place à la mer ainsi qu'à la Touques, qui doivent pouvoir monter dans tous les cas, pour éviter l'impact brutal à conditions d'accompagner ses mouvements par des habitations, des espaces publics et des infrastructures adaptés.

Plusieurs idées de solutions ont été évoquées. Par exemple, les villes côtières pourraient être aménagées de manière à ce que l'eau puisse aller et venir, comme c'est maintenant souvent le cas pour le stationnement. Il pourrait également y avoir des canaux entre les maisons pour laisser passer la marée.

Comme dans l'autre atelier, les modèles d'autres pays ont aussi été évoqués. Une architecte présente a proposé de s'inspirer des pays nordiques où l'on trouve aujourd'hui des projets innovants pour la conception de maisons flottantes et de maisons sur pilotis.



Grand Public